

Organisme contractant	Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique 22 rue de Malville 44937 Nantes cedex 9
Procédure	Procédure adaptée
Date limite de remise des offres	11 juillet 2025 à 11 heures

Cahier des clauses administratives particulières CCAP

comportant 16 pages



Marché n°	PAB.25.007
Objet	Maintenance des portes, des portails, des rideaux métalliques et des barrières automatiques des organismes de Sécurité Sociale des régions Pays de la Loire et Centre-Val de Loire
Lot	Deux lots : - Lot n°1 : Organismes de la région Pays de la Loire - Lot n°2 : Organismes de la région Centre-Val de Loire

Table des matières

1 GROUPEMENT DE COMMANDES	4
2 OBJET DU CONTRAT	4
2.1 Objet de la prestation	4
2.2 Sites concernés	4
2.3 Allotissement	5
3 REGLEMENTATION APPLICABLE	5
4 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
5 FORME DU MARCHÉ	5
6 DUREE DU MARCHÉ	5
7 PRIX	6
7.1 Forfait	6
7.2 Hors forfait – Partie à commande	6
7.3 Prestations complémentaires	6
8 CONDITIONS FINANCIERES	6
8.1 Montant du marché	6
8.2 Autres prestations sur devis	7
8.3 Nature des prix	7
8.4 Révision des prix	7
8.5 Clause de sauvegarde	8
9 MODALITES DE PAIEMENT	8
9.1 Facturation - généralités	8
9.2 Adresse de facturation	8
9.3 Facturation du forfait	9
9.4 Facturation des prestations hors forfait	9
9.5 Périodicité des factures	9
9.6 Modification de la demande de paiement	9
9.7 Délai de paiement	9
9.8 Intérêts moratoires	10
10 VERIFICATION DU CONTRAT	10
10.1 Vérification	10
10.2 Contrôle des résultats	10
10.3 Admission	10
11 PENALITES	10
11.1 Montant des pénalités	10
11.2 Régime des pénalités	11
12 MODALITES D'EXECUTION	11
12.1 Interlocuteurs	11
12.2 Notifications et communications	12
12.3 Continuité de service	12
13 RESPONSABILITES DU TITULAIRE	12
13.1 Encadrement - responsable du marché	12
13.2 Personnel sur site	13
13.3 Responsabilités sur les installations	13
13.4 Responsabilité - Assurance	13
13.5 Faute grave	14
13.6 Clause de respect de la laïcité, neutralité et égalité	14
13.7 Obligation de discrétion/protection des données personnelles	14
14 OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE	14
14.1 Informations générales	14
14.2 Changement de situation du titulaire	14
14.3 Vérification semestrielle	15
15 GARANTIE	15
16 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	15

16.1 Retenue de garantie	15
16.2 Nantissement.....	15
17 RESILIATION DU MARCHE	15
17.1 Résiliation aux torts du titulaire.....	15
17.2 Résiliation sans tort du titulaire.....	16
17.3 Opérations suite à résiliation.....	16
18 REGLEMENT DES LITIGES	16
19 DEROGATIONS AU CCAG-FCS 2021.....	16

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières régissent l'exécution du marché et définissent les obligations contractuelles entre l'organisme et le titulaire.

La Caf de Loire-Atlantique est considérée comme pouvoir adjudicateur et désigné coordonnateur du groupement de commandes :

Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique

22 rue de Malville

44937 Nantes cedex 9.

Téléphone : 02 51 83 44 14

Mail : service-achats@caf44.caf.fr

L'organisme est représenté par la Directrice de la Caf de Loire-Atlantique, Madame Elisabeth Dubecq-Princeteau.

Les Directeurs comptables et financiers de chaque organisme sont les comptables assignataires des paiements.

1 Groupement de commandes

Une convention constitutive d'un groupement de commandes a été conclue avec les organismes de Sécurité sociales suivants :

- Caf de Loire-Atlantique, 22 rue de Malville, 44937 Nantes
- Caf d'Eure-et-Loir, 10 rue Charles-Victor Garola, 280356 Chartres
- Caf de l'Indre, 193 avenue de la Châtre, 36009 Châteauroux
- Caf du Loiret, 2 place Saint-Charles, 45946, Orléans
- Caf de Mayenne, 11 quai Paul Boudet, 53000 Laval
- Caf de Touraine, 1 rue Alexander Fleming, 37045 Tours
- Caf de Vendée, 109 boulevard Louis Blanc, 85932 La Roche-sur-Yon
- UIOSS de Loir-et-Cher, 6 rue Louis Armand, 41015 Blois

Le coordonnateur du groupement de commandes contractant est la Caf de Loire-Atlantique.

Le coordonnateur a en charge :

- d'organiser de la procédure de consultation jusqu'à la désignation du titulaire
- de signer et notifier l'accord-cadre avec le titulaire
- de rédiger et de signer les éventuels avenants
- d'assurer certaines missions de gestion administrative (révision...)

Les membres du groupement ont en charge chacun pour ce qui les concerne :

- la signature et la notification de leur propre marché subséquent avec le titulaire de l'accord-cadre
- le suivi de l'exécution, le contrôle des prestations et le paiement des factures du titulaire
- les interventions spécifiques

2 Objet du contrat

2.1 Objet de la prestation

Le présent marché a pour objet la maintenance des portes, des portails, des rideaux métalliques et des barrières automatiques des organismes du groupement.

La maintenance comprend l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien dans un état spécifié ou en mesure d'assurer un service déterminé.

Cette prestation se comprend par la réalisation d'une maintenance préventive et d'une maintenance corrective.

De plus, des travaux complémentaires à la suite des maintenances pourront être demandés.

2.2 Sites concernés

Les sites concernés et le matériel à entretenir sont recensées aux documents suivants :

- Lot n°1 : DPGF Lot 1
- Lot n°2 : DPGF Lot 2

2.3 Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante :

- Lot n°1 : Organismes de la région Pays de la Loire
- Lot n°2 : Organismes de la région Centre-Val de Loire

3 Règlementation applicable

Le marché est exécuté :

- dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité sociale
- en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale,
- en application du code de la commande publique en vigueur :
 - ✓ de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du code de la commande publique,
 - ✓ du décret 2018-1075 du 3/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Enfin, le titulaire du marché réalise l'ensemble de sa mission conformément aux règles de l'art.

4 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives du marché, énumérées par ordre de priorité ci-dessous, prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles.

- L'acte d'engagement (AE) incluant le cadre de prix
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- Le mémoire méthodologique et développement durable du titulaire
- Les bons de commande

NB : le CCAG-FCS bien que non fournie avec le dossier de consultation, est réputée connue. Les parties contractantes déclarent expressément la connaître, s'y référer et l'accepter.

A l'exception du mémoire méthodologique et développement durable fourni avec l'offre, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, par exemple des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux (liste non exhaustive).

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché. Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis dans l'exécution du marché, ne sera admise.

5 Forme du marché

C'est un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents passé selon la procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Le marché comprend une partie forfaitaire et une partie traitée à prix unitaire.

Pour chaque lot, les montants de l'accord-cadre se détaillent comme suit :

- Lot n°1: le minimum est le forfait. Le montant maximum du lot, reconductions comprises, est de 70000€HT
- Lot n°2: le minimum est le forfait. Le montant maximum du lot, reconductions comprises, est de 50000€HT

6 Durée du marché

Date d'effet : date de notification.

Début des prestations : 1^{er} novembre 2025

Durée : 1 an, reconductible tacitement deux fois (3 ans maximum).

Le marché prend fin au plus tard le 31 octobre 2028.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse d'un non-renouvellement, le titulaire en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception transmis dans un délai de 3 mois avant la date d'échéance annuelle.

7 Prix

7.1 Forfait

Dans le cadre de son forfait annuel, le titulaire doit les prestations suivantes (décrites à l'article 4 du CCTP) notamment :

- Les interventions de visite préventive comprenant tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations (1 visite semestrielle au minimum par équipement) à l'exception du coût des pièces dont le montant unitaire est supérieur à 50 € HT ;
- Frais de déplacement concernant la maintenance préventive et la maintenance corrective
- Outillage individuel, appareils de mesure ou engins nécessaires à exécution des prestations de maintenance préventive et corrective ;
- Moyens d'accès, de manutention et de levage ;
- Assistance à l'organisme
- Consommables, petites fournitures et pièces détachées de moins de 50 € HT.

7.2 Hors forfait – Partie à commande

Cette partie concerne les prestations exclues du forfait de maintenance :

- Dans le cadre de la maintenance préventive, le coût des pièces dont le montant unitaire est supérieur à 50 € HT ;
- Dans le cadre de la maintenance corrective, la main d'œuvre et le coût des pièces dont le montant unitaire est supérieur à 50 € HT.

Pour ces prestations hors forfait, il convient de distinguer :

- Les interventions urgentes, réalisées sans devis préalable. La facture est établie en dépenses contrôlées selon les éléments précisés dans le dernier paragraphe.

- Les interventions non urgentes, réalisées sur la base d'un devis préalable.

Les prestations sur devis feront l'objet d'un bon de commande.

Ces devis sont à produire dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à compter de la demande de l'organisme concerné.

En cas d'acceptation du devis, l'organisme demandeur émettra un bon de commande au titulaire. Le bon de commande précise la référence de l'accord-cadre, la nature, le prix ainsi que le volume de la prestation.

* Dans les deux cas (interventions urgentes et non urgentes) :

- . la main-d'œuvre est rémunérée au taux horaire indiqué dans le cadre de prix de l'acte d'engagement.
- . les pièces de rechange sont rémunérées sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur, affectés du coefficient K mentionné dans le cadre de prix.
- . les frais de déplacement sont inclus directement dans les prix des prestations hors forfait.

7.3 Prestations complémentaires

L'organisme peut demander la réalisation de travaux complémentaires de mise aux normes ou d'adaptation à de nouveaux besoins. Il peut aussi demander la réparation des défauts de fonctionnements causés par un événement extérieur (tels qu'un acte de malveillance, une mauvaise manipulation d'une personne extérieure au titulaire...).

Le forfait de maintenance ne couvre pas les dépenses liées à ces prestations complémentaires.

La main d'œuvre et le déplacement sont rémunérés au taux horaires indiqués dans le cadre de prix de l'acte d'engagement.

Les pièces de rechange sont rémunérées sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur, affectés du coefficient K mentionné dans le cadre de prix.

8 Conditions financières

8.1 Montant du marché

Le marché est traité à prix forfaitaire et contient une partie traitée à prix unitaire.

La décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires se situent à l'article 8.2 de l'acte d'engagement.

8.2 Autres prestations sur devis

D'autres prestations non prévues, en lien avec l'objet du marché, peuvent être demandées par l'organisme. Le titulaire sera sollicité pour établir un devis.

Sur les devis figureront, outre les mentions légales :

- Le descriptif précis des prestations,
- Les prix détaillés HT et TTC,
- La durée de validité du devis (qui ne peut être inférieur à 2 mois)

Le montant du coût de main d'œuvre présent dans le devis devra correspondre au montant indiqué dans le cadre de prix de l'acte d'engagement.

Le devis sera fourni dans les 10 jours suivant la demande de l'organisme.

8.3 Nature des prix

Les prix sont donnés HT. Le montant TTC de chaque facture est obtenu en appliquant le taux de TVA en vigueur.

8.4 Révision des prix

Les prix sont fermes la 1^{ère} année du marché.

Les prix forfaitaires et unitaires seront révisés lors de chaque échéance annuelle.

Le mois d'établissement des prix, appelé « mois zéro » est celui de la remise des offres soit juillet 2025.

Les prix sont révisibles dans les conditions fixées ci-dessous et conformément aux dispositions prévues à l'article R.2112-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire devra transmettre sa demande au plus tard au moins 1 mois avant la date d'effet du marché détaillant le calcul de révision de prix, avec l'indice et ses valeurs, ainsi que la grille tarifaire révisée, à l'adresse indiquée ci-dessous :

service-achats@caf44.caf.fr

En cas d'acceptation par l'organisme coordonnateur, les nouveaux tarifs seront fermes jusqu'à la révision suivante.

Si le prestataire ne propose pas de révision de prix, il sera alors appliqué les tarifs de la précédente période.

Si le titulaire propose une révision de prix à une date postérieure à la date anniversaire du marché, celle-ci prendra effet le 1^{er} jour du mois suivant son acceptation par l'organisme, sans effet rétroactif.

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales (arrondie au millième supérieur) après la virgule.

Le fournisseur s'engage à chacune des révisions de prix à maintenir l'application des éventuelles remises consenties dans l'offre initiale.

- Pour le forfait annuel

La révision des prix s'effectue de cette manière :

$$P_n = P_o \times (0,85 \times (S_n / S_o) + 0,15 \times (FSD1_n / FSD1_o))$$

Dans laquelle :

P_n : prix révisé

P_o : prix initial

S : indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (identifiant 001565183)

S_n : indice connu au moment de la révision

S_o : indice fixé au mois de la date de remise des offres

FSD1 : indice frais et services divers de catégorie 1 – Publiée au Moniteur

FSD1_n : indice connu au moment de la révision

FSD1o : indice fixé au mois de la date de remise des offres

- Pour les prix de la partie unitaire

Le coût horaire de main d'œuvre est révisé de cette manière :

$$P_n = P_o (S_n/S_o)$$

Dans laquelle :

P_n : prix révisé

P_o : prix initial

S : Indice mensuel du cout horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (identifiant 001565183)

S_n : indice connu à la date d'anniversaire de l'accord-cadre

S_o : indice fixé au mois de la date de remise des offres

Le coût du déplacement est révisé de cette manière :

$$P_n = P_o (S_n/S_o)$$

Dans laquelle :

P_n : prix révisé

P_o : prix initial

S : indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Transports, communications et hôtellerie (identifiant 001763861)

S_n : indice connu à la date d'anniversaire de l'accord-cadre

S_o : indice fixé au mois de la date de remise des offres

Il est à noter que le coefficient K de revente est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre.

8.5 Clause de sauvegarde

Ces révisions ne pourront pas dépasser 5 % d'augmentation d'une année sur l'autre. En cas de dépassement, l'organisme se réserve la faculté de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée des prestations.

9 Modalités de paiement

9.1 Facturation - généralités

Les factures afférentes au marché sont établies, par organisme et par site, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siren ou Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les noms, adresse de l'organisme débiteur ;
- le numéro du marché PAB.25.007 ;
- le numéro de bon de commande le cas échéant ;
- le site sur lequel a lieu l'intervention ;
- le détail des prestations exécutées ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- le montant hors TVA des prestations exécutées, éventuellement révisées ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant toutes taxes comprises de la facture des prestations exécutées ou livrées ;
- le cas échéant, tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération.

Les paiements se feront, à réception de facture après service fait, par virement au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

9.2 Adresse de facturation

Les modalités d'envoi des factures sont précisées dans le marché subséquent passé par chaque organisme.

Sur Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. **Mode portail** : le Titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.
2. **Mode service ou API** (Application Programming Interface)
Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.
3. **Mode EDI** (Échange de données informatisées)
Le Titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

9.3 Facturation du forfait

Le forfait annuel sera réglé par acomptes trimestriels à terme échu. Chaque acompte trimestriel correspond au quart du forfait annuel mentionné sur l'acte d'engagement.

Un trimestre incomplet sera réglé prorata temporis, sur la base des jours calendaires.

La facture doit parvenir à l'organisme dans les quinze jours suivant l'expiration du trimestre.

9.4 Facturation des prestations hors forfait

Les prestations hors forfait seront réglées après admission des prestations définies dans chaque bon de commande ou exécutées en dépenses contrôlées.

Chaque intervention hors forfait fera l'objet d'une facture.

Les factures doivent parvenir dans les quinze jours qui suivent le mois d'exécution des prestations.

9.5 Périodicité des factures

↪ Prestations :

Facturation au trimestre échu des prestations réalisées.

Les factures doivent parvenir dans les quinze jours qui suivent le mois d'exécution des prestations.

↪ Prestations complémentaires :

La facture, correspondant au bon de commande de l'organisme, sera adressée dans les 15 jours après exécution de la prestation.

Chaque facture fera apparaître la nature des interventions, le nombre, les coûts unitaires et les totaux.

9.6 Modification de la demande de paiement

L'organisme accepte ou modifie la demande de paiement (réfactions, pénalités, avances...).

Dans ce dernier cas, il notifie le montant de la somme à régler au titulaire dans les 15 jours suivant la réception de la facture.

Le titulaire devra sous peine de forclusion, faire connaître ses observations ou désaccords par écrit dans le délai de 8 jours qui suivent la notification.

En cas de contestation du montant par le titulaire, l'organisme règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

9.7 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de l'admission des prestations si elle est postérieure à réception de la facture.

En cas de présentation de facture non-conforme, ce délai peut être suspendu. Cette suspension ne peut intervenir qu'une seule fois.

L'organisme notifie cette suspension au titulaire par écrit (courrier ou mail) et précise les raisons de la suspension ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité des justifications demandées, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le mode de paiement est le virement. Le défaut de paiement dans ce délai ouvre droit à des intérêts moratoires.

9.8 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

10 Vérification du contrat

10.1 Vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations fournies sont conformes aux spécifications du marché.

Elles sont effectuées par l'organisme à l'occasion ou indépendamment des interventions du titulaire.

Elles portent essentiellement sur les points suivants définis au présent CCAP et CCTP :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées,
- le respect des obligations de moyens,
- le respect des obligations de résultats.

Le nombre d'heures de main-d'œuvre (maintenance préventive et corrective) est vérifié par référence au registre des entrées et sorties.

10.2 Contrôle des résultats

L'organisme se réserve la possibilité de faire exécuter tout essai de vérification des performances.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG-FCS, si les essais non prévus au marché mettent en évidence une carence du titulaire, celui-ci en aura la charge financière.

10.3 Admission

Suivant les dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

11 Pénalités

11.1 Montant des pénalités

Les pénalités sanctionnent le non-respect de ses obligations par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- Pénalité pour non-transmission du planning d'interventions préventives

À défaut de proposition de planning dans le délai d'un mois prévu au CCTP, les organismes pourront mettre en demeure le titulaire de fournir ce document dans un délai de 8 jours. Au-delà de ce délai supplémentaire, le titulaire encourt une pénalité 20 € par jour de retard.

- Pénalité pour non-respect du délai d'intervention pour les interventions urgentes

A compter de la réception de la demande d'intervention (par téléphone ou mail), le titulaire est tenu d'intervenir dans les locaux de l'organisme dans un délai maximum de 4 heures.

Passé ce délai, il pourra se voir imputer une pénalité de 50 € par heure entamée de retard.

- Pénalité pour non-respect du délai de dépannage pour les interventions urgentes

Lorsque les délais de dépannage pour les interventions urgentes sont dépassés, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par heure entamée de retard.

- Pénalité pour non-respect du délai de réparation définitive pour les interventions moins urgentes

Les délais pour effectuer une réparation définitive à la suite d'un dépannage au cours duquel le titulaire n'a pu prendre que des mesures conservatoires sont :

- de 24 heures s'il s'agit d'une installation ayant trait à la sécurité ou dont le non-fonctionnement entraîne une gêne importante
- d'une semaine dans les autres cas

Passés ces délais, le titulaire encourt une pénalité fixée à :

- 30 € par heure entamée de retard dans le premier cas
- 50 € par jour de retard dans les autres cas

- Pénalité pour non-respect du délai de remise de devis

Passé le délai prévu au marché, le titulaire pourra se voir imputer une pénalité de 50 € par jour de retard.

- Pénalité pour absence du titulaire à une opération programmée

En cas d'absence non excusée du titulaire à une opération programmée (maintenance préventive, maintenance corrective, travaux complémentaires), il encourt une pénalité de 100 € par constat.

- Pénalité pour absence du titulaire à une convocation ou à une réunion

En cas d'absence non excusée aux convocations ou aux réunions, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €.

- Pénalité pour mauvaise exécution d'une prestation en maintenance corrective ou travaux complémentaires

En cas de mauvaise exécution d'une prestation dans le cadre de la maintenance corrective ou de travaux complémentaires, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par constat.

Cette mauvaise exécution peut se caractériser par une utilisation restreinte ou impossible du matériel à la suite d'un passage par le titulaire.

Afin de remédier au problème, le titulaire est tenu aux délais de maintenance corrective et de travaux complémentaires et aux pénalités du présent article.

- Pénalité relative à l'absence de remise de documents de suivi d'exécution

Le CCTP prévoit la remise de différents documents de suivi d'exécution (bon d'intervention, rapport, ...).

En cas d'absence de fourniture de documents, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par infraction constatée.

Le délai est fixé en heures et jours ouvrés, dès le 1^{er} jour de retard.

Jours ouvrés : hors samedi, dimanche et jours fériés.

Heures ouvrées : de 7h30 à 18h.

Toute heure entamée ou jour entamé sont dus.

Aucune retenue n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de le démontrer en temps utile.

11.2 Régime des pénalités

Toutes les pénalités sont cumulables.

Elles ne sont pas soumises à la TVA et sont retenues sur les sommes dues, TTC au titulaire.

Elles ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités en fin de marché quel que soit leur montant cumulé.

12 Modalités d'exécution

Les prestations à réaliser sont décrites dans le CCTP.

Le titulaire décrit ses modalités d'exécution dans le mémoire méthodologique.

12.1 Interlocuteurs

Organismes :

Le responsable du service achats de la Caf de Loire-Atlantique est l'interlocuteur principal chargé de la coordination de l'accord-cadre et des rapports avec les prestataires pour le compte du groupement. Ses coordonnées sont les suivantes :

Jean-Charles Zaretti

Responsable du service achats de la Caf de Loire-Atlantique

Tél : 02 51 83 44 14

Mail : service-achats@caf44.caf.fr

Concernant les autres organismes adhérents au groupement, les informations sur leurs interlocuteurs sont détaillées à l'annexe 1 du CCTP et dans leur propre marché subséquent.

Titulaire :

Le titulaire désigne un responsable, interlocuteur direct de l'organisme, dès la notification du marché et pour toute la durée de celui-ci, sauf empêchement majeur tel que démission, maladie, etc. Il est présent sur site, pour les réunions convoquées par l'organisme, et a un pouvoir suffisant pour engager le titulaire. En cas de changement, le titulaire désigne rapidement un remplaçant, sans interruption dans les missions.

Le titulaire communique à la notification :

- le nom du responsable,
- un numéro de téléphone portable permettant de joindre ce responsable,
- une adresse électronique pour toute correspondance.

À la notification, et à chaque changement, le titulaire transmet l'organigramme de l'agence en charge de la prestation.

12.2 Notifications et communications

Les communications avec le titulaire sont, soit adressées par mail avec accusé de réception, soit remises contre récépissé.

Si le titulaire estime qu'un bon de commande appelle des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion les présenter par écrit dans un délai de huit jours à compter de la notification du bon de commande, sur l'adresse électronique spécifiée ci-dessous :

service-achats@caf44.caf.fr

12.3 Continuité de service

Le titulaire s'engage à assurer régulièrement la continuité du service.

En cas de défaillance du titulaire, l'organisme concerné par cette défaillance peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations dans les cas suivants :

- lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de services
- en cas d'inexécution par le titulaire de prestations qui par leur nature ne peuvent souffrir aucun retard

Dans ces cas, l'organisme concerné informe immédiatement le titulaire de cette exécution par un tiers, par courrier électronique.

L'exécution du service par un tiers peut être simple ou aux frais et risques du titulaire, au choix de l'organisme.

Dans ce dernier cas, les excédents de dépense, par rapport aux prix du marché sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues.

13 Responsabilités du titulaire

13.1 Encadrement - responsable du marché

Le contrat est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation de l'organisme ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions périodiques de suivi avec le représentant de l'organisme.

13.2 Personnel sur site

Le titulaire remet au coordonnateur, la liste nominative du personnel d'intervention pour agrément QUINZE (15) jours au moins avant le début du marché. Cette liste sera tenue à jour à chaque modification.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Conformément au présent CCAP, le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque employé, le nombre d'heures prévisionnelles, remis par le titulaire avec son offre est indiqué à l'acte d'engagement et est de ce fait contractuel. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent contrat, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'organisme et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

13.3 Responsabilités sur les installations

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel ou au personnel des organismes ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant aux organismes ou à des tiers.

Le titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses prestations ;
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux organismes, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations ;
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux des organismes.

Cela suppose qu'en préalable à toute intervention, si le titulaire constate une détérioration quelconque, il doit en informer le représentant de l'organisme avant de démarrer ses prestations. A défaut, il en sera tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge.

13.4 Responsabilité - Assurance

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels.

Cette assurance couvrira les risques occasionnés directement ou indirectement, volontairement ou involontairement par le personnel réalisant les prestations.

La responsabilité du titulaire pourra être reconnue pour des sinistres dont l'origine (à dire d'expert) est notoirement identifiée de sa responsabilité même si cette identification a lieu au-delà de la durée du présent marché.

Le titulaire devra fournir une attestation d'assurance sur simple demande de l'organisme.

Le titulaire acquittera ses primes d'assurance à ses frais exclusivement et devra pouvoir justifier dans un délai de huit jours de leur paiement à chaque fois que l'organisme en fera la demande.

En cas de non-fourniture de ces documents, le titulaire sera mis en demeure de les remettre dans un délai de dix jours par courriel avec accusé de réception. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

L'organisme décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés par le titulaire dans l'immeuble ou ses abords, aux installations d'appareils, véhicules, etc., appartenant au titulaire, et pour les dommages causés à ses employés.

13.5 Faute grave

En cas de faute grave ou de non-respect caractérisé des clauses du présent contrat par un préposé du titulaire, l'organisme peut exiger le retrait du préposé et son remplacement dans un délai de 48h.

13.6 Clause de respect de la laïcité, neutralité et égalité

Le titulaire et ceux qui travaillent avec lui et les personnes à qui il a confié pour partie l'exécution de ses prestations, dans le cadre d'un contrat de la commande publique devront désormais s'abstenir de manifester leurs opinions tant politiques que religieuses conformément à la loi du 24 août 2021 – n° 2021-1109.

Le titulaire du marché devra respecter les principes de laïcité, d'égalité et de neutralité.

Les manquements peuvent notamment être constitués par :

- le port de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance politique ou religieuse ;
- la propagande politique ou religieuse à l'égard des usagers de l'organisme, des autres salariés du prestataire ou employés de l'organisme ;
- le rejet de la mixité (refus de s'adresser aux femmes, de les saluer, refus d'utiliser les locaux mixtes et d'utiliser le matériel en raison de son utilisation par des femmes, etc...) ;
- le fait de traiter avec moins de diligence les demandes émanant d'usagers en considération de leur appartenance religieuse ou de leurs convictions vraies ou supposées.

Les contrôles de l'organisme, le cas échéant, pourront s'effectuer à la suite de réunions, de comptes rendus ou d'inspections ponctuelles.

En cas de manquement constaté, le titulaire devra mettre en place des mesures correctives visant à faire cesser de tels comportements et à faire en sorte qu'ils ne se reproduisent pas.

13.7 Obligation de discrétion/protection des données personnelles

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable exprès de l'organisme.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

L'organisme s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'elle recevrait de celui-ci.

Enfin, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

14 Obligations particulières du titulaire

14.1 Informations générales

Conformément à l'article 3.4.2. du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du coordonnateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social.

Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Son courrier sera obligatoirement accompagné des pièces justificatives (K-Bis, RIB...).

14.2 Changement de situation du titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement au coordonnateur par le titulaire.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : fusion, cession, restructuration), ce transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant de transfert. Le coordonnateur est en droit de refuser le changement de titulaire.

Afin d'éviter des retards de paiement, le titulaire est tenu d'informer le coordonnateur de tout changement de situation. Son courrier sera obligatoirement accompagné des pièces justificatives (RIB, Kbis...).

14.3 Vérification semestrielle

Le titulaire est tenu de remettre au coordonnateur tous les six mois à compter du début d'exécution du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les documents prévus par l'article D.8222-5 du Code du travail.

Chaque semestre, l'organisme adressera un courrier de sollicitation de ces documents.

En cas de non remise de ces documents suite à demande du coordonnateur, le titulaire sera mis en demeure de les remettre dans un délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Si les attestations fournies par le titulaire ne sont pas authentiques, le marché sera résilié à ses torts, sans indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

15 Garantie

Tout matériel fourni par le titulaire sera garanti par ce dernier un an au moins, pièces et main-d'œuvre à compter de sa mise en service.

Lorsque le matériel dont il assure la maintenance est sous garantie, le titulaire assumera la responsabilité de la perte de garantie constructeur consécutive à une intervention de sa part. Il prendra toutes dispositions avec le constructeur et/ou l'installateur pour assurer la coordination des diverses interventions.

16 Clauses de financement et de sûreté

16.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de garantie ni de cautionnement.

16.2 Nantissement

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R.2191-46 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-54 du Code de la commande publique, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base de l'accord cadre par un établissement de crédit doit être notifié au comptable assignataire des paiements.

17 Résiliation du marché

Cet article complète les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

17.1 Résiliation aux torts du titulaire

Le coordonnateur pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans mise en demeure, aux torts du titulaire, et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités :

- en cas de non remise des documents prévus par l'article D.8222-5 du Code du travail,
- en cas de non remise de l'attestation d'assurance,
- si le titulaire se voit infliger trois pénalités pendant une période de six mois,
- si le titulaire ne s'acquitte pas de ses obligations dans les délais prévus,
- s'il contrevient à la clause de confidentialité prévue à l'article 13.7,
- si l'indisponibilité d'un matériel est constatée pendant 5 jours consécutifs,
- et plus généralement, en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles ou incapacité manifeste à exécuter le contrat.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, cette résiliation peut être simple ou aux frais et risques du titulaire, selon choix de l'organisme.

Dans ce dernier cas, il est passé un marché avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des prestations. Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché sont à la charge du premier titulaire du marché. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou sur ses sûretés éventuelles sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Dans le cas d'une diminution des dépenses, l'entreprise ne peut en bénéficier.

Dans tous les cas de résiliation, l'organisme coordonnateur notifiera à l'entreprise défaillante par lettre en AR la date à partir de laquelle il effectuera un relevé de l'état des matériels en présence d'un représentant de l'entreprise. Dans le cas contraire, l'état sera réputé contradictoire et opposable à l'entreprise.

La résiliation de l'accord-cadre par l'organisme coordonnateur dans les conditions prévues au présent article emporte résiliation de l'ensemble des marchés subséquents conclus sur son fondement.

17.2 Résiliation sans tort du titulaire

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, sans tort du titulaire, celui-ci percevra une indemnité correspondant à 5 % des sommes restant dues au titre du contrat.

17.3 Opérations suite à résiliation

En cas de résiliation, il est procédé, le titulaire dûment convoqué, aux constatations relatives aux prestations exécutées non facturées, à l'inventaire des matériaux approvisionnés. Les bons de commande émis sont examinés, l'organisme pouvant autoriser leur exécution au regard notamment des actions engagées par le titulaire. Il est dressé procès-verbal de ces opérations.

18 Règlement des litiges

Toute difficulté d'interprétation du présent accord-cadre, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction judiciaire de droit commun dont dépend le siège de l'organisme coordonnateur :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTES
19 QUAI FRANCOIS MITTERRAND
44921 NANTES
Email : tj-nantes@justice.fr.

Pour le règlement des litiges découlant de l'exécution du présent marché, seul le droit français est applicable.

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du Code de procédure civile.

19 Dérogations au CCAG-FCS 2021

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-dessous, le titulaire reste soumis au Cahier des clauses administratives générales relatifs aux fournitures courantes et services.

Article CCAP	CCAG-FCS 2021	Nature de la dérogation
10.2	27.2.1	Contrôle des résultats
11.1	14	Montant des pénalités